

Merci à clochesneau

Membre du site devenez-fonctionnaire.fr

pour le partage de sa copie et de contribuer à un internet libre et partageur

ÉTIQUETTE  
D'IDENTIFICATION



À compléter par le candidat

battre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel (1)

Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : administratif catégorie C

Épreuve n° : 2

Matière : Cas pratique à partir d'un dossier

Date : 03/10/2017

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 1

### À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation du crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

et un lien de subordination  
Il peut être intégré dans une  
et procédures de  
Il est tenu de respecter  
L'auto-entrepreneur  
Il reste maître de son  
Il peut dégage  
lui est propre, même s'il  
avec une autre entreprise.

s sont dits économiquement  
nement ou ils dégagent du  
flots d'un trimestre  
dans lesquels le nombre  
économiquement actifs à la  
fin 2015 sont les activités  
s, les activités immobilières  
Le critère de radiation est  
absence de chiffre d'affaires  
consécutives.

I 1) Un salarié connaît un lien de subordination avec son employeur. Il peut être intégré dans une équipe, utiliser les outils et procédures de l'entreprise où il travaille. Il est tenu de respecter le planning qui lui est imposé. L'auto-entrepreneur est totalement indépendant. Il reste maître de son organisation et de son planning. Il peut dégager un chiffre d'affaires qui lui est propre, même s'il travaille en collaboration avec une autre entreprise.

- 3) Les auto-entrepreneurs sont dits "économiquement actifs" à partir du moment où ils dégagent un chiffre d'affaires positif lors d'un trimestre. Les secteurs économiques dans lesquels le nombre d'auto-entrepreneurs économiquement actifs a le plus progressé au 2<sup>ème</sup> trimestre 2015 sont les activités financières et d'assurances, les activités immobilières et le commerce de gros. Le critère de radiation est lorsque l'on constate une absence de chiffre d'affaires positifs deux années consécutives.



I 2) Le régime fiscal appliqué aux auto-entrepreneurs lorsqu'ils n'optent pas pour le prélèvement forfaitaire libératoire est celui du micro-fiscal. Pour que cela soit possible, il faut déclarer un chiffre d'affaires diminué d'un abattement dépendant de l'activité. L'abattement doit être de 305 € minimum. Il est ensuite ajouté aux autres revenus et le tout est soumis au barème progressif.

Le prélèvement libératoire est plutôt réservé aux auto-entrepreneurs dont les revenus de l'année N ne dépassent pas un plafond calculé en fonction du quotient familial.

Il est conseillé uniquement si les revenus de l'auto-entrepreneur et/ou de son conjoint sont suffisamment conséquent. Il n'a donc pas d'intérêt pour les auto-entrepreneurs dégageant un faible chiffre d'affaires.

I 4) Les activités les plus lucratives sont les activités juridiques, le secteur du BTP, et celui du commerce de gros ou de détail alimentaire. Ceux les moins lucratifs sont le secteur des arts, des spectacles, celui de la coiffure et des soins du corps, celui de la santé ainsi que des activités sportives. Les auto-entrepreneurs restent très peu nombreux dans les professions de conseil malgré leur tendance lucrative.

II-1)

On commence par calculer le nombre de jours restants au prorata temporis.

Année N - janvier (31 jours) - février (29 jours) - mars (31 jours)  
soit  $365 - 31 - 29 - 31 = 274$  jours.

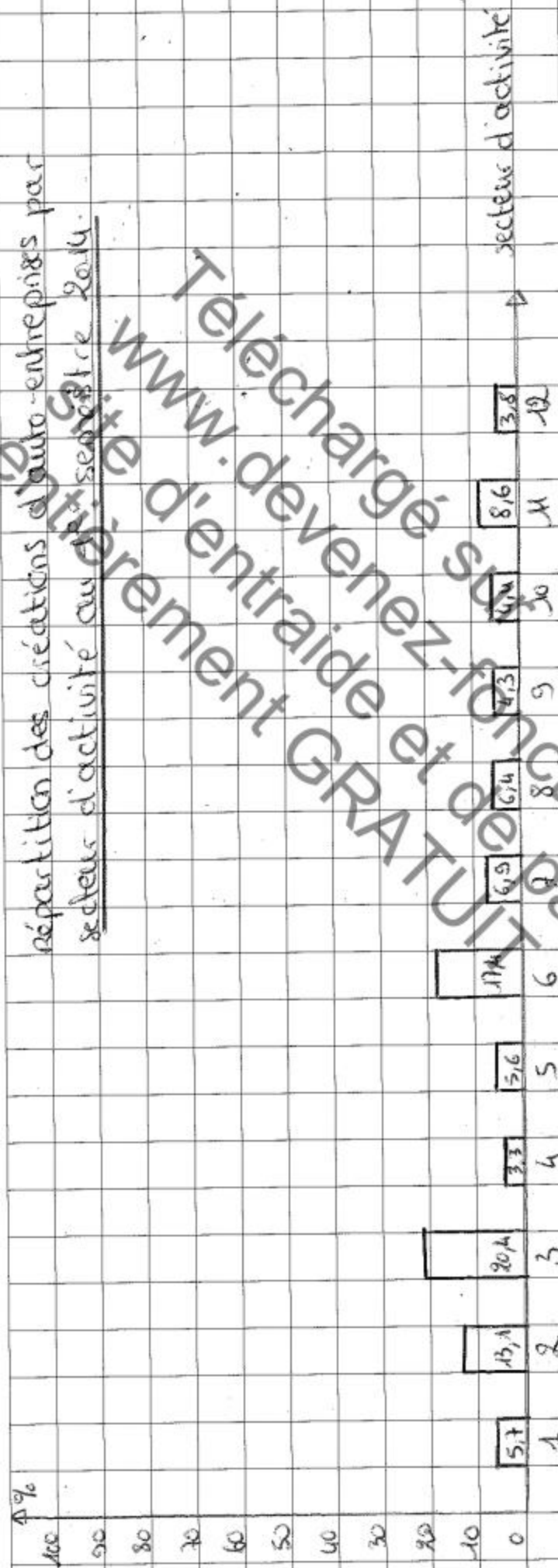
$$274 \times 82200 / 365 \approx 61706 \text{ € HT.}$$

Cette personne ne peut donc pas opter pour le statut d'auto-entrepreneur.

En effet, même calculé au prorata temporis, le chiffre d'affaires réalisé dépassera le seuil maximal ( $61706 - 58000 = 3706 \text{ € HT en trop}$ ).

entièrement gratuit sur  
www.levenez-fonctionnaire.fr

répartition des créations d'auto-entreprises par  
secteur d'activité au 1<sup>er</sup> septembre 2014



Légende:

1= Industrie

2= Construction

3= Commerce

4= Hébergement restauration

5= Information, communication

6= Activités spécialisées,

scientifiques et techniques

7= Activités de services administratifs et soutien

8= Enseignement

9= Santé humaine et action sociale

10= Arts, spectacles, activités récréatives

11= Autres activités de services aux ménages

12= transports et entreposages, activité financière et assurance, activités immobilières

$$II 3.1.) \quad 283500 \times 6,4\% = 18144$$

18144 micro entreprises ont été créées dans le secteur de l'enseignement au 1<sup>er</sup> semestre 2014.

II 3.2) Dans ce secteur, la part d'immatriculation au 1<sup>er</sup> semestre 2014 est plus importante de 1,1 points (6,4 - 5,5) que au 1<sup>er</sup> semestre 2010.

$$II 3.3.) \quad 4,0 \times 100 / 5,7 = 77,19$$

$$100 - 77,19 = 22,8\%$$

L'évolution du taux d'immatriculation entre les 1<sup>ers</sup> semestres 2010 et 2014 pour le secteur industrie est de +22,8%

$$II 3.4.) \quad 8,6 \times 100 / 13 = 66,15$$

$$100 - 66,15 = 33,9\%$$

L'évolution du taux d'immatriculation entre les 1<sup>ers</sup> semestres 2010 et 2014 par le secteur "autres activités de services aux ménages" est de -33,9%



III)

Fin 2014, la France comptait près d'un million d'autoentrepreneurs. Son développement tend à nous demander qu'elle est sa place dans l'économie actuelle. Nous allons dans un premier temps présenter les avantages et inconvénients de ce statut (I). Puis nous expliquerons dans quelle mesure l'auto-entrepreneuriat peut apporter une réponse aux problématiques actuelles de lutte contre le chômage (II).

### I. avantages et inconvénients

L'activité d'auto-entrepreneur devient plus facile d'accès. Il est aujourd'hui gratuit à sa création. Ce statut permet d'exercer une activité indépendante, et donc de pouvoir gérer son planning comme on l'entend. De plus, cela représente des avantages fiscaux tels que l'exonération de TVA ou encore de la cotisation foncière des entreprises, bien qu'elle soit temporaire. En effet le régime de l'auto-entrepreneur offre des formalités allégées et offre également le régime micro-fiscal, ce qui est idéal pour démarrer une activité.

Malheureusement, ce statut facile d'accès présente toutefois des inconvénients.

En effet, ce statut impose de déclarer son chiffre d'affaires. D'ailleurs, il y a un seuil maximal de chiffre d'affaires à ne pas dépasser, sous peine de repasser au régime réel. De plus, il faut noter quelques contraintes, notamment l'ouverture obligatoire d'un compte bancaire lié à l'activité, ou encore l'engagement de son patrimoine privé.

III - suite.)

De plus, les auto-entrepreneurs ne peuvent pas récupérer la TVA sur ses dépenses, ce qui pose problème pour les achats de matériel.

Malgré ses avantages et inconvénients, l'auto-entreprenariat trouve sa place au sein de l'économie actuelle.

Il est la réponse aux problématiques actuelles de lutte contre le chômage.

En vue des taux de chômage actuel en France, il est bon de trouver des alternatives.

L'auto-entreprenariat étant facile d'accès, il peut permettre aux chômeurs de se créer une activité. De plus, ce statut est cumulable avec une activité salariée. La baisse des radiations se veut rassurante pour se lancer. Cela permet également de lutter contre le travail illégal. Il est donc à la portée d'un grand nombre de personnes.

Même si ce statut reste une réponse partielle aux problématiques de lutte contre le chômage, il est important de mesurer son efficacité.

Effectivement, l'on constate quelques dérives apportant un frein au développement du statut d'auto-entrepreneur.

Cela passe notamment par le "salarial déguisé". L'on constate de nombreux abus de la part des entreprises faisant appel à des auto-entrepreneurs. Ce détournement du statut peut également passer par une période d'essai rallongée.



Ce statut peut donc devenir précaire.. Ce qui n'est donc pas une solution durable pour la lutte contre le chômage.

Il est donc important de bien connaître les limites à avoir.

L'auto-entrepreneuriat est donc un statut en voie de développement, qui peut présenter certains avantages de par sa facilité d'accès. D'autre part, ce statut répond partiellement à la lutte contre le chômage; bien qu'il faut prendre en considération les désagréments que cela peut occasionner.

Site d'entraide et de partage  
entièrement GRATUIT sur [www.entrepreneurs-fonctionnaire.fr](http://www.entrepreneurs-fonctionnaire.fr)